

**2013, année européenne du citoyen**  
**Allocution de Daniel Senesael**  
**Député-Bourgmestre**  
**Parlement Benelux**  
**7 décembre 2013**

Mevrouw de Commissaris,  
Beste collega's,

Dank u voor dit heel interessant presentatie van het Europees jaar van de burger Twee duizend dertien.

Madame la Commissaire, Chers collègues, j'ai l'honneur et le privilège d'être le bourgmestre de la plus française des communes belges puisque 30 % de nos résidents sont Français.

Estaimpuis partage 23 km de frontière avec la France. Elle est le cœur géographique de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai créée et présidée par Pierre Mauroy puis par Martine Aubry, Stefaan De Clerck et Rudy Demotte.

Nous travaillons régulièrement avec nos collègues français pour l'organisation d'événements sportifs ou culturels, pour coordonner nos politiques d'environnement ou de sécurité. Et je ne vous parle même pas des projets en collaboration avec nos amis flamands dont le territoire s'arrête à quelques centaines de mètres d'Estaimpuis.

En ajoutant à cela que je suis socialiste et belge, vous vous douterez, à raison, que vous avez devant vous un européen convaincu qui appelle de ses vœux à plus de coopération et plus d'intégration. Bref, plus d'Europe, tout simplement.

Dès lors, quand dans son Rapport 2010 sur la citoyenneté de l'Union, la Commission européenne concluait que les citoyens européens ne tiraient pas pleinement parti de leurs droits parce qu'ils n'y sont pas suffisamment sensibilisés, je ne pouvais qu'acquiescer tant je le constatais tous les jours sur le terrain.

Et quand dans la foulée de ce rapport, le Parlement européen invitait la Commission à faire de 2013 l'Année européenne des citoyens afin de stimuler le débat sur la citoyenneté de l'UE et d'informer les citoyens de leurs droits, je ne pouvais pas m'y opposer non plus.

Vous l'avez rappelé, l'Année européenne des citoyens est consacrée aux droits qui résultent de la citoyenneté de l'Union. Tout au long de l'année, vous avez encouragé le dialogue, à tous les niveaux, entre les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises lors d'événements et de conférences organisés partout en Europe afin de débattre de ces droits et de déterminer comment l'Union européenne devrait être à l'horizon 2020.

Compte tenu des défis économiques et financiers auxquels sont confrontés les pays membres de l'UE, il est, effectivement, plus important que jamais de renforcer la dimension citoyenne de l'Union.

L'Année européenne encourage donc le dialogue, à tous les niveaux, entre les pouvoirs publics, la société civile et les entreprises, afin que chacun – en tant que citoyen – détermine les priorités de l'Union Européenne à l'horizon 2020 en matière de droits, de politiques et de gouvernance.

Cela étant, permettez-moi de douter de l'efficacité d'une telle mesure. En effet, j'ignore sincèrement si la priorité doit être de mettre en place un dialogue pour déterminer les priorités de l'Union Européenne à l'horizon 2020. La priorité est de rendre confiance en l'avenir de l'Europe maintenant et de présenter un projet européen qui soit de nouveau synonyme pour les citoyens de solidarité, de coopération, de croissance durable et qui préserve notre modèle social européen.

Comprenez-moi bien : c'est, bien sûr, une bonne chose de revitaliser le dialogue et d'inviter les citoyens à s'exprimer. Mais encore faut-il les écouter quand, par milliers, ils hurlent leur détresse et leur colère dans les rues d'Athènes, Madrid ou Bruxelles.

Madame la commissaire, sans faire de la politique fiction, je puis néanmoins vous assurer que lorsque l'Union européenne sera plus démocratique, qu'elle n'imposera plus des politiques d'austérité brutales, que même le FMI dénonce, quand elle évitera véritablement une mise en concurrence des citoyens, quand elle ne sera plus perçue par ses citoyens comme une menace pour leurs acquis sociaux, la confiance en l'Union Européenne pourra alors revenir et la citoyenneté européenne se développer harmonieusement.

Dans ma commune, Madame la Commissaire, les habitants savent tous les enjeux dont les solutions passeront par l'Europe. Le déficit de citoyenneté européenne n'a pas pour origine la méfiance vis-à-vis de l'idée européenne. Il a pour origine la non-réalisation des espoirs placés en elle.